

Amériques

Vers une triangulation du monde ?

Un basculement du monde s'opère à vitesse accélérée dont le continent américain est un des grands témoins. Pour paraphraser l'économiste argentin Raúl Prebisch, le Centre est de moins en moins le Centre et la Périphérie, de moins en moins la Périphérie. On assiste à une triangulation des relations mondiales : les deux parties du continent américain ont désormais les yeux rivés non plus uniquement sur l'Europe mais aussi et surtout sur l'Asie. Les exportations en direction de l'Asie, Chine en tête, explosent. Les flux économiques Sud-Sud connaissent un essor tonitruant. Les multinationales des pays émergents – brésiliennes, mexicaines ou indiennes – multiplient les acquisitions de grande ampleur, dans d'autres pays en développement ou dans des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Europe et États-Unis inclus¹.

Ainsi, en 2006, l'activité de fusions-acquisitions impliquant les grands pays émergents (Brésil, Chine, Inde, Russie et Mexique) a franchi le cap des 70 milliards de dollars (28 milliards de dollars en 2005), pour l'essentiel (76 %) dans les secteurs énergétiques et des matières premières. Certaines opérations dépassent 10 milliards de dollars (méga acquisitions du canadien Inco par le brésilien CVRD, de l'australien Rinker par le mexicain Cemex ou encore de l'anglo-néerlandais Corus par l'indien Tata Steel). Plus inédit, en 2006, les achats réalisés dans les pays de l'OCDE par les multinationales émergentes ont dépassé 55 milliards de dollars.

Non seulement les deux parties du continent américain ont cessé de se regarder en chiens de faïence, avec pour témoin muet l'Europe, mais un troisième homme, asiatique, s'est invité à la table du continent.

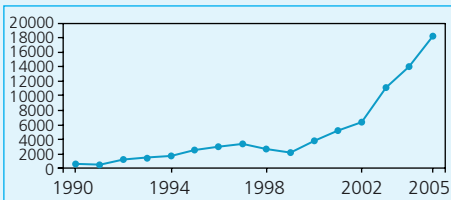
La main visible de la Chine en Amérique latine

Tous les indicateurs économiques des Amériques enregistrent cette poussée vers l'Asie et vers la Chine particulièrement. L'essor de la puissance chinoise a contribué à une compression des primes de risques qui, parvenues à des minimums historiques, desserrent l'étai de la dette. La vigueur de l'économie chinoise a contribué à affoler les prix des matières premières (cuivre, pétrole ou soja) permettant à certains pays d'Amérique latine d'enregistrer des records d'excédents budgétaires et commerciaux.

1. Pour une analyse de cette montée en puissance, voir A. van Agtmael, *The Emerging Markets Century. How a new breed of world class companies is overtaking the world*, New York, Free Press, 2006 ; J. Santiso, « The Emergence of Latin Multinationals », *Deutsche Bank Research*, 7 mars 2007.

Cependant l'Amérique latine voit les taux de change s'apprécier depuis le début du siècle, faisant resurgir les risques d'une spécialisation primaire de faible valeur ajoutée ; par ailleurs, certains pays risquent de rester à l'écart du grand mouvement de globalisation des chaînes de production autour des maillons asiatiques, européens et nord-américains ; enfin des gouvernements populistes ont fleuri, surfant sur la vague des mécontentements d'une croissance sans développement, comme on le verra dans les chapitres suivants.

Graphique 1
Exportations de l'Amérique latine vers la Chine (en millions de dollars)

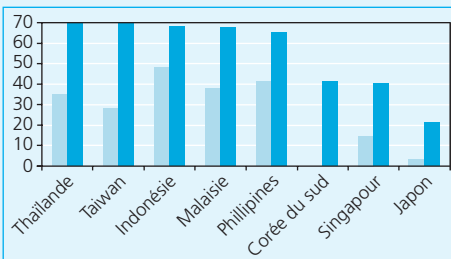


Source : Centre de développement de l'OCDE, World Integrated Trade Solution (WITS) Database, 2007.

La multiplication des accords de libre-échange est une des preuves de la force de ce tropisme asiatique de l'Amérique, véritable lame de fond traversant actuellement le continent ; un pays comme le Chili est emblématique : depuis le milieu de la décennie, tous ses accords ont été signés avec les pays d'Asie, Japon, Corée du Sud et Chine en tête (le prochain sera sans doute l'Inde). En dépit de traités commerciaux déjà signés avec les Nord-Américains et les Européens, les exportations chiliennes – désormais orientées à plus d'un tiers vers l'Asie – avec la Chine englobent à elles seules plus de 10 % du total, le cuivre en représentant près de 80 %. De même, la Banque interaméricaine de développement (BID) s'apprête à accueillir Pékin au sein de comité directeur, après Tokyo et Séoul en 2004.

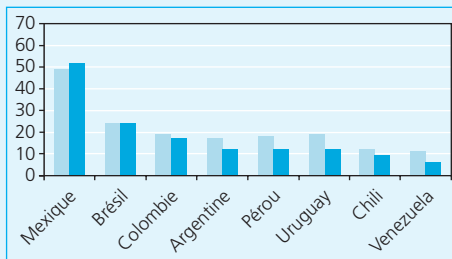
L'Amérique latine a d'ailleurs bien raison de se tourner vers l'Asie : elle évite ainsi de rester enfermée dans un dialogue parfois stérile avec le grand voisin nord-américain ou les cousins éloignés européens, tout en attisant leurs convoitises, et

Graphique 2a
Concurrence sur les exportations (*) aux États-Unis entre l'Asie et Chine



Source : sur la base des indicateurs de développement mondiaux de la Banque mondiale, ajustés à l'année 2000. Valeurs projetées par le Centre de développement de l'OCDE, 2007.

Graphique 2b
Concurrence sur les exportations aux États-Unis entre l'Amérique latine et Chine

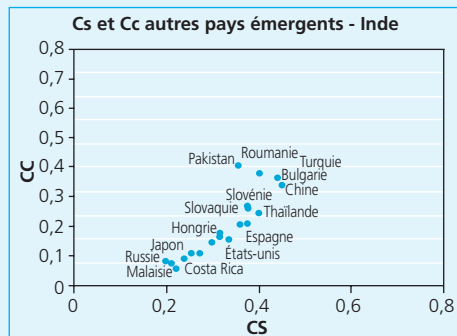
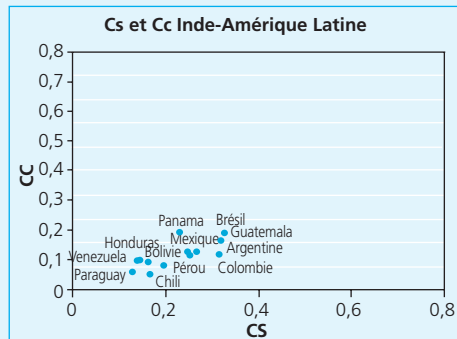
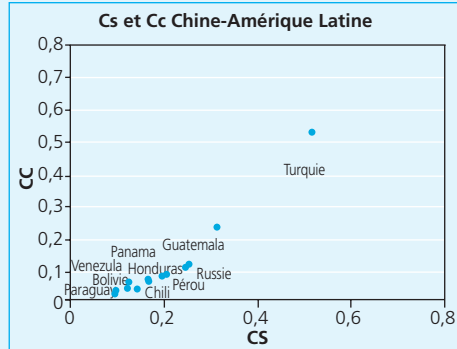


surtout elle se recentre vers une région qui est une des locomotives de la croissance mondiale.

Enfin, cette main visible de Pékin en Amérique latine ne s'accompagne pas toujours des désagréments que fait peser sur d'autres exportateurs mondiaux l'émergence de la Chine². Contrairement à celles des autres pays d'Asie, les exportations latino-américaines, surtout centrées sur les produits de matières primaires et agricoles, ne sont pas en compétition directe avec les produits chinois –exception faite du Mexique et de l'Amérique centrale.

D'ailleurs, ils ne sont pas non plus, pour la majorité d'entre eux, en compétition avec l'Inde³ (graphique 3), comme le montrent les coefficients de spécialisation et de conformité, calculés pour la Chine et l'Inde (0 indiquant une concurrence faible avec les produits d'Amérique latine sur le marché nord-américain ; 1 une concurrence maximale). L'Inde se profile comme un autre partenaire, en particulier en matière d'investissements directs à l'étranger (IDE) : en 2006, près de 45 % des IDE indiens ont été destinés à l'Amérique latine, principalement dans les secteurs énergétiques, en Bolivie, en Colombie et au Brésil. De plus, les firmes indiennes de services informatiques (Tata Consultancy Services, Infosys ou Wipro) ont fait de la région leur base arrière pour le continent, générant d'importantes créations d'emplois au Brésil ou en Uruguay.

Graphique 3
Coefficients de spécialisation (CS) et de conformité (CC)
Amérique latine – Chine et Inde



Note : Source : Centre de développement de l'OCDE, *Latin American Economic Outlook*, Paris, OCDE, 2007 (à paraître).

2. Voir, en ce sens, J. Santiso (dir.), *The Visible of Hand of China in Latin America*, Paris, OCDE, 2007.

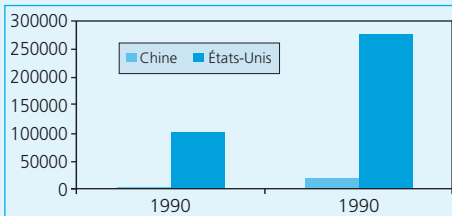
3. Voir Centre de développement de l'OCDE, *Latin American Economic Outlook 2008*, Paris, OCDE, 2007 (à paraître). Pour une analyse plus détaillée des indicateurs utilisés et des résultats obtenus, voir J. Blázquez, J. Rodríguez et J. Santiso, « Angel or Devil ? China's trade impact in Latin America », *OECD Development Centre Working Paper*, n° 252, 2006.

Vers un recul de l'influence des États-Unis ?

Ce glissement vers l'Asie entraîne un recul de la prééminence tant nord-américaine qu'européenne dans la région. Certes, les États-Unis restent un partenaire incontournable : au Mexique, plus de 90 % des exportations affluent vers ce pays ; au Venezuela, en dépit des velléités de Hugo Chavez de réduire son exposition à l'économie nord-américaine, l'essentiel du pétrole est toujours exporté vers les

États-Unis, où sont situées les raffineries susceptibles de le transformer. En 2005, les échanges de l'Amérique latine atteignaient 42 milliards de dollars avec la Chine et plus de 195 milliards de dollars avec les États-Unis, soit un rapport de un à trois. Mais le commerce sino-latino-américain continue à progresser à grande vitesse : en 2005, les échanges sino-vénézuéliens avaient plus que doublé par rapport à 2004, dépassant le cap des 3 milliards de dollars. Pour un nombre croissant de pays, comme le

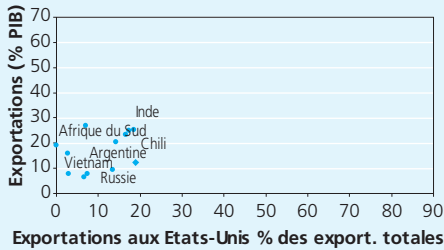
Graphique 4
Exportations de l'Amérique latine vers la Chine et les États-Unis (en millions de dollars)



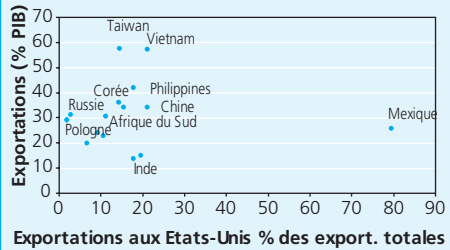
Source : Centre de développement de l'OCDE, WITS Database, 2007.

Graphique 5
Sensibilité latino-américaine aux exportations

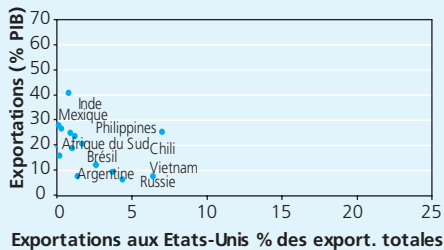
SENSIBILITÉ DES EXPORTATIONS DE L'AMÉRIQUE LATINE VERS LES ÉTATS-UNIS - 1995



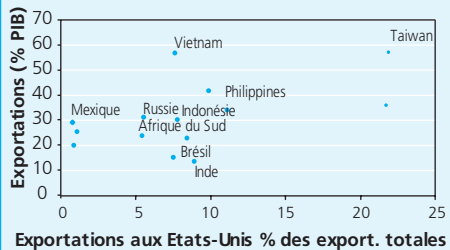
SENSIBILITÉ DES EXPORTATIONS DE L'AMÉRIQUE LATINE VERS LES ÉTATS-UNIS - 2005



SENSIBILITÉ DES EXPORTATIONS DE L'AMÉRIQUE LATINE VERS LA CHINE - 1995



SENSIBILITÉ DES EXPORTATIONS DE L'AMÉRIQUE LATINE VERS LA CHINE - 2005



Source : Centre de développement de l'OCDE, 2007 ; sur la base des donnés FMI et OCDE.

Chili, le Brésil ou l'Argentine, le seuil des 10 % des exportations totales dirigées vers la Chine a été atteint ou va l'être. Si la sensibilité commerciale de ces pays reste importante envers les États-Unis, elle s'est accrue envers la Chine (graphique 4), faisant du continent latino-américain une région sensible aux soubresauts de l'empire du Milieu.

La tournée de George Bush en Amérique latine, début 2007, est symptomatique de l'appréhension des États-Unis de devoir partager leur « pré carré » avec de nouveaux partenaires ambitieux et gourmands, d'autant que cette visite fait suite à une série de déceptions et de désillusions. Pour les Latino-Américains, au sentiment d'avoir été oubliés fait en effet écho celui du rejet de la politique internationale menée par Washington : l'intervention en Irak a été massivement désapprouvée et Bush est aujourd'hui un des présidents les plus impopulaires du continent. Néanmoins, il aura fait escale dans pas moins de cinq pays (Uruguay, Brésil, Colombie, Guatemala, Mexique) et, si l'agenda des discussions était ample, l'essentiel était ailleurs. Deux pays ont plané au-dessus des discussions : la Chine, mais aussi le Venezuela, deux pays entretenant, depuis le milieu de la décennie 2000, de constantes et grandisantes relations.

La diplomatie de l'or vert contre celle de l'or noir

Avec l'arrivée de Chavez au pouvoir, la politique de sécurité énergétique nord-américaine a vacillé. Pièce maîtresse dans la volonté des États-Unis de s'approvisionner au plus près de leur territoire, le Venezuela regorge d'or noir. Or Chavez ne cache pas sa volonté de chercher de nouveaux marchés. En 2006, il a signé un important accord commercial visant à augmenter les exportations vers la Chine : la tournée de Bush est aussi à mettre en perspective avec les multiples voyages des officiels chinois dans la région au cours des dernières années.

D'où l'empressement de Washington de revenir sur le devant de la scène latino-américaine. Lors de la halte du président Bush au Brésil, en mars, la question énergétique et géoéconomique était centrale. Ce pays dispose en effet d'un or vert, l'éthanol – issu de la canne à sucre –, en passe de devenir une alternative à l'or noir. Le Brésil et les États-Unis concentrent à eux seuls plus de 70 % de ce carburant produit dans le monde : certes l'éthanol brésilien ne résoudra pas les besoins énergétiques nord-américains mais il offre une alternative peu onéreuse et écologique. De plus il provient d'un « pays ami », plus stable que ceux du Moyen-Orient et plus fiable que le Venezuela. Son prix de revient, inférieur d'un tiers à celui de l'éthanol nord-américain, à base de maïs et de blé, assure à l'or vert brésilien un bel avenir si l'on en juge par les quelque 15 milliards de dollars d'investissements à venir dans ce secteur au cours des cinq prochaines années rien qu'au Brésil pour mettre en place 77 unités et en rénover d'autres. Déjà les autorités brésiliennes rêvent de

porter les exportations de 3 milliards de litres à plus de 200 milliards en 2025 et les États-Unis d'en importer une grande partie. L'écueil des tarifs pratiqués par ces derniers demeure, notamment devant le Congrès nord-américain, seul compétant dans ce domaine.

Cette diplomatie de l'éthanol trouve des échos dans d'autres pays : la Colombie, le Pérou, le Costa Rica ou le Panama ont amorcé d'ambitieux programmes. La production d'éthanol est en outre plus intensive en main-d'œuvre que celle du pétrole et donc plus génératrice d'emplois : selon une étude récente de la BID, un remplacement de 10 % de la consommation locale de pétrole au Mexique par de l'éthanol permettrait d'économiser 2 milliards de dollars par an et surtout de créer 400 000 emplois.

Mais Caracas ne se contente pas de tisser des liens avec l'Asie ou d'utiliser les pétrodollars pour consolider son assise interne et multiplier les dépenses sociales. Avec près de 55 milliards de dollars, il dispose d'un précieux trésor de guerre qui l'autorise à pousser ses pions sur l'échiquier latino-américain : une partie de la manne pétrolière est destinée à asseoir le rayonnement du Venezuela dans la région. La Bolivie et l'Équateur sont ainsi passés sous sa sphère d'influence ; des programmes de coopération internationaux sont ouverts à Cuba ou l'Amérique centrale ; enfin, avec l'Uruguay et l'Argentine, les accords pullulent entre les compagnies pétrolières nationales.

Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) a même vu ses opérations en direction de l'Amérique latine se réduire comme peau de chagrin, jusqu'à moins de 1 % du portefeuille de crédit global de l'institution, contre 80 % en 2005. Désormais, seule la Turquie concentre plus de deux tiers de ses lignes de crédit. En 2007, le budget permettant de couvrir les frais des 2 000 personnes travaillant au sein du FMI a dû être gelé à hauteur de 980 millions.

Si certains changements financiers et prudentiels dépassent la volonté de puissance vénézuélienne, Chavez aura mis son grain de sel en multipliant les opérations créditrices et obligataires en direction de pays ayant fait défaut comme l'Argentine (pays auquel il aura acheté des obligations pour plus de 2,5 milliards de dollars). En 2007, il a de nouveau promis de participer à sa prochaine méga émission (1,5 milliard de dollars), après avoir déjà participé à celle de 1 milliard de dollars en novembre 2006. En février 2007, alors que l'Équateur menaçait de faire défaut sur sa dette, Caracas a aligné 500 millions de dollars de « coopération financière ». Enfin, un colossal programme d'aide (1,5 milliard de dollars) a été promis à la Bolivie, attelée à nationaliser toutes ses richesses, et à emboîter le pas à la révolution du grand frère vénézuélien.

Alors que Bush finalisait son périple, Chavez a fait une nouvelle série de promesses d'aides, notamment au Nicaragua, avec un programme pétrolier lui garantissant la

livraison de 10 000 barils par jour à prix subventionné et un accord pour construire une gigantesque raffinerie pour un montant de plus de 2 milliards de dollars.

Au total, le Venezuela aura déversé dans le continent (y compris Cuba et l'Amérique centrale) plus de 6 milliards de dollars d'aides et de coopérations, alors que la coopération bilatérale entre les États-Unis et la région s'élevait péniblement, en 2006, à moins de 1,6 milliard de dollars. De même, en mars 2007, Caracas a impulsé la création d'une nouvelle banque de développement latino-américaine pour rivaliser avec la Banque mondiale et la BID, institutions à la tête desquelles figurent l'Américain Paul Wolfowitz et le Colombien Luis Alberto Moreno, proches de Bush. Avec un capital de base de 7 milliards de dollars et l'appui de l'Argentine, du Paraguay, de la Bolivie et de l'Équateur (celui du Brésil sera essentiel), cette nouvelle banque du Sud pourrait concurrencer les créditeurs traditionnels dans la région.

Une des clés de la tournée présidentielle nord-américaine est donc à chercher ailleurs que dans les pays visités, sans doute dans cette main invisible du Venezuela et de la Chine qui guide aujourd'hui les pas pressés du grand frère nord-américain. L'arrière-cour n'est plus ce qu'elle était : la salsa et le mandarin envoûtent désormais un patio singulièrement encombré.